

Au-delà de l'UQAM : une politique universitaire en rade

L'histoire malheureuse des investissements immobiliers de l'UQAM met en évidence la fragilité de notre réseau universitaire et la « considération » que lui portent les pouvoirs publics. L'explication de ce grand cafouillage immobilier est une chose, et il ne s'agit pas de faire preuve d'indulgence à l'égard des responsabilités engagées par les uns et les autres. Mais là n'est pas mon propos.

Les exigences budgétaires de la ministre et de la direction de l'UQ poussent à la caricature la situation intenable du sous-financement des universités, situation qui a des conséquences sévères partout et qui, aggravée par un aventurisme immobilier, pousserait l'UQAM à brader le patrimoine et les foyers d'excellence que cette institution a courageusement constitués au cours des dernières décennies.

Entre l'UQAM que j'ai connue à ses débuts, avec le Pavillon Read, et l'institution actuelle, il y a un monde. Sans être une université « complète », l'UQAM s'est taillée une belle place dans le réseau canadien et sur la scène internationale. Plusieurs collègues sont des figures marquantes dans leur secteur au plan international et les programmes de formation sont de très bon niveau.

Si bien qu'évoquer le retour à la mission d'origine de l'UQAM me semble être une offense à l'intelligence. Le contexte de la fin des années 1960 n'est pas celui du milieu de la première décennie des années 2000. Cette proposition de retour ressemble plutôt un artifice pour redéfinir, spécialiser ou morceler cette institution. Or, si les réalisations et le destin de l'UQAM ont dépassé les ambitions originelles des concepteurs, nous devrions nous en réjouir. D'autant que le Québec a un besoin impérieux de deux grandes institutions universitaires francophones à Montréal.

Avec près de 30 ans d'expérience comme professeur et ayant suivi le parcours de l'UQAM de l'extérieur, il m'est toujours apparu que son insertion dans le réseau de l'UQ était un carcan et une incongruité. En raison de la place de Montréal au plan socio-économique, de son bassin démographique, de sa présence dans une ville universitaire internationale, de sa concurrence-émulation avec les trois autres universités voisines, la constituante de l'UQ à Montréal a peu de points en commun avec les autres constituantes qui ont une vocation, pour plusieurs, largement conditionnée par leur ancrage régional. Le temps est peut-être venu de donner un statut autonome à l'UQAM. Cette idée m'est suggérée par les déclarations du président de l'UQ dans lesquelles je perçois une envie de mettre au pas sa constituante montréalaise et de la ramener dans la constellation régionale originelle.

Soyons réalistes, le sous-financement des universités au Québec est un boulet qui hypothèque lourdement le développement normal de nos institutions universitaires. C'est même franchement nuisible. C'est un problème de société majeur, et sa vraie solution ne réside pas dans la « simplicité volontaire ». Notre environnement est mondial. Les programmes de formation et les réseaux de recherche sont exposés à la concurrence et précarisés, si nous ne réunissons pas les ressources leur permettant d'atteindre un très haut niveau de qualité. L'école de rang, c'est du passé, donc foin de localisme : le développement de nos universités sera assuré pour une part non négligeable par la venue d'étudiants étrangers, notre capacité d'attraction et notre rayonnement international.

Le recteur de l'Université Concordia joignait récemment sa voix à celles de ses collègues qui ont cherché à alerter le public et les pouvoirs publics de cette situation. Il écrivait en août dernier : « Nos universités affichent toutes un déficit de plusieurs millions de dollars. Pourtant, elles sont loin de dépenser sans compter ; au contraire, elles sont très prudentes et se montrent responsables sur le plan budgétaire. » Puis il soulignait que si on avait maintenu le taux de financement de 1996 et tenant compte de l'inflation, son université aurait reçu 14 M \$ de plus l'an dernier que ce qu'elle a effectivement reçu. Tous les recteurs peuvent enchaîner et montrer que c'est une réalité commune.

Il y a quelques années, le sous-financement des universités au Québec avait été établi à 375 M \$ par année. Alors qu'un consensus (gouvernement-universités) semblait acquis et que de grandes

espérances étaient entretenues, nous attendons toujours un redressement de la situation. Imaginons qu'il y ait une injection financière de cet ordre dans l'ensemble du réseau, le « marasme financier » de l'UQAM se présente sous un autre jour, et la très grande gêne financière de mon institution universitaire se change en contrainte tolérable, et ainsi de suite pour les autres institutions.

L'acharnement à imposer un traitement de cheval à l'UQAM, avec force fanfaronnades, masque cette inaction gouvernementale. Compte tenu de la situation connue depuis plusieurs années, n'est-il pas étonnant que ce sujet soit occulté sur la scène politique. La décision du gouvernement de réduire les impôts en juin dernier plutôt de faire face à ses responsabilités dans ce secteur relève du cynisme politique. On ne peut cependant passer sous silence, que lors des tractations ultimes pour l'adoption du dernier budget, à aucun moment, les universités n'ont retenu l'attention, y compris du côté de l'opposition.

Doit-on donner raison à un collègue de longue expérience, qui affirme qu'au Québec le droit à l'ignorance est un droit fondamental? Cette situation témoigne certainement du peu de considération que les pouvoirs publics ont pour le rôle des universités, ainsi que d'une compréhension lacunaire de leur contribution dans une société du savoir, qui se décline à l'échelle mondiale.

En lieu et place, les porte-parole gouvernementaux affichent suffisance et assèment remontrances pour les personnes qui auraient eu l'« impudence » de faire preuve d'un sens des responsabilités en refusant d'être les fossoyeurs de leur institution. Quand on prétend que des personnes compétentes, responsables et professionnelles devraient suivre un cours de « gestion 101 », on utilise le mépris comme diversion pour éviter de parler de la substance. En même temps, on revient à un vieil atavisme : le dénigrement facile des « instruits » par une partie de la classe politique québécoise. Les boutades reflètent l'air du temps ; Duplessis préférait parler de « joueurs de piano » ou de « poètes ».

Que l'on se situe sur le terrain montréalais ou québécois, la situation du réseau universitaire est fragile. La comparaison avec les institutions canadiennes montre que beaucoup est fait au Québec avec peu. La place souvent enviable que l'on a acquise est à renouveler ou à reconquérir sans cesse. Or, dans notre communauté universitaire québécoise, qu'une institution concurrente soit en grande difficulté, ne peut être une bonne nouvelle pour aucune autre. Nous sommes tous concernés. Il ne faudrait pas que l'arbre cache la forêt.

Gérard Boismenu
Professeur
Université de Montréal